

Espoirs et actes

al-Balagh, 4 janvier 1945

On parle beaucoup, ces jours-ci, de la réunion que l'on espère voir se tenir au plus tôt entre M. Churchill, M. Roosevelt et le maréchal Staline, afin d'étudier les grands problèmes qui troublent aujourd'hui profondément la conscience européenne, et qui risquent bientôt de troubler la conscience mondiale elle-même, si ces hommes d'État ne parviennent pas à trouver les solutions heureuses capables de concilier les espoirs des peuples avec les actes des gouvernements.

M. Churchill s'est montré vivement soucieux de voir cette réunion se tenir au plus tôt ; il l'a dit à plusieurs reprises à la Chambre des communes, et le gouvernement britannique en a, sans nul doute, pressé la tenue par les voies diplomatiques. Le président de la République américaine est demeuré réservé, ne disant rien sur ce sujet, jusqu'à ce que cette réserve se dissipe soudainement cette semaine, et qu'il déclare aux journalistes espérer que cette réunion se tienne prochainement. Quant au maréchal Staline, il n'a rien dit du tout, n'ayant pas coutume de rien dire ; la presse russe, elle non plus, n'a rien dit, n'étant pas moins réservée en matière de politique étrangère que le gouvernement russe lui-même, se contentant, ces derniers jours, de publier ce qui lui parvient de Grande-Bretagne et d'Amérique, sans explication ni commentaire.

Le sens de tout cela est fort clair : les Alliés considèrent cette réunion comme une nécessité incontournable. Les uns sont favorables à en hâter la tenue ; les autres préfèrent la patience et la réflexion, jusqu'à ce que les faits eux-mêmes se déclarent assez pleinement, et révèlent la volonté des peuples avec assez de clarté pour ne laisser place à aucun doute ni à aucune contestation — car c'est cette volonté même des peuples qui devrait dicter aux Alliés la solution qu'exigent ces grands problèmes, et qui devrait, à tout le moins, leur tracer la voie à suivre pour trouver ces solutions.

Ces grands problèmes paraissent d'une extrême complexité, composés qu'ils sont d'éléments profondément différents ; les peuples étaient déjà divisés politiquement avant la guerre, certains de leurs partis penchant fortement à droite, d'autres fortement à gauche, d'autres encore adoptant une voie moyenne, empruntant à la fois au conservatisme et à la réforme sociale, avec une part de socialisme et une part de communisme mêlées.

Lorsque l'Allemagne obtint la victoire provisoire qu'elle remporta en Europe, les éléments conservateurs modérés furent découragés, tandis que la ferveur des extrémistes ne fit que croître ; les classes purement populaires, quant à elles, portèrent de loin la plus grande part de la résistance aux Allemands. Les Alliés en profitèrent, fournissant à cette résistance force et armes, lui prodiguant promesses et espoirs, puis lui accordant une aide militaire effective, si bien que nombre de ces peuples furent libérés, et que la force de la résistance populaire en sortit triomphante, attendant désormais les fruits de ce triomphe, impatiente de les récolter, et préférant en cela la hâte à la patience et à la retenue.

C'est alors que les espoirs des peuples et les actes des gouvernements entrèrent en collision brutale — collision qui, bientôt, laissa les Alliés inquiets, d'abord, puis divisés entre eux, ensuite.

L'histoire de la Grèce illustre cette situation avec la plus grande clarté, et l'éclaire le mieux, car elle demeure une histoire compliquée, malgré tous les efforts déployés par la Grande-Bretagne : elle a résisté au mouvement populaire violent, et continue d'y résister par la force ; elle a envoyé son vieux Premier ministre et son jeune ministre des Affaires étrangères tenter une résolution pacifique de ce problème ; elle a amené le roi de Grèce à accepter la nomination d'un régent au trône, afin qu'un gouvernement de coalition puisse se former, dans l'espoir de mettre fin à la guerre civile. Mais tous ces efforts — nombreux et variés qu'ils soient — n'ont pas encore abouti à une solution du problème grec.

Le problème polonais n'est pas moins complexe que le problème grec : il existe un désaccord entre la Russie et le gouvernement polonais de Londres au sujet de la frontière. La Grande-Bretagne, les États-Unis et la France ont tous soutenu la position russe, mais le gouvernement polonais libre n'a rien changé à sa propre position, et les relations politiques sont rompues depuis longtemps entre la Russie et ce gouvernement. Les armées russes ont libéré de vastes portions du territoire polonais, et sont sur le point de libérer ce qui en reste ; les Alliés devront donc, inévitablement, parvenir à une solution de ce problème — soit le gouvernement polonais accepte ce dont ils auront convenu, soit les faits eux-mêmes apporteront cette solution. Et c'est d'ailleurs déjà ce qui s'est produit.

Un Comité de libération nationale s'est ainsi formé en Pologne, à Lublin, sur le modèle du comité français qui avait jadis opéré hors de France ; la Russie a soutenu ce comité, tout comme la Grande-Bretagne

et l'Amérique avaient jadis soutenu le comité français. Ce comité s'est ensuite proclamé gouvernement provisoire de la Pologne, tout comme le comité français s'était proclamé gouvernement provisoire de la France. Et c'est ici que surgit le problème international : les Alliés reconnaîtront-ils ce gouvernement polonais provisoire ? Et si oui, que feront-ils de l'autre gouvernement, qu'ils reconnaissent depuis longtemps, et qui possède ses propres armées polonaises combattant sur plus d'un front de la guerre ? Ou bien refuseront-ils de reconnaître ce gouvernement provisoire — et, dans ce cas, qu'en feront-ils, ainsi que du peuple polonais qui le soutient, et de l'armée polonaise qui combat aux côtés des Russes sur plus d'un front, et des revendications russes relatives à la frontière, que ce gouvernement provisoire a lui-même déjà acceptées ?

Il existe assurément d'autres problèmes, non moins complexes que ceux de la Grèce et de la Pologne — dont certains nous apparaissent, et d'autres nous demeurent cachés — mais qui subsistent tous néanmoins, en attente d'une solution. Soit les Alliés les résoudront, d'abord par un accord entre eux, puis, comme on dit, par une entente avec les peuples concernés ; soit ces problèmes se résoudront d'eux-mêmes, sous l'effet des faits — c'est-à-dire par la collision des penchants divergents et des tendances contradictoires, et par la guerre civile qui pourrait en résulter, dont le monde voit déjà un exemple en terre grecque.

Ces problèmes existent en Italie, existent en Belgique, et existeront bientôt en Hollande ; ils sont peut-être déjà apparus en Hongrie, dont la libération n'est pas encore achevée, mais qui a néanmoins formé un gouvernement provisoire et envoyé sa propre délégation à Moscou pour demander les conditions d'armistice au maréchal Staline. Les deux grandes puissances alliées, la Grande-Bretagne et les États-Unis, ne l'ont pas encore reconnu, simplement parce qu'il n'a pas encore sollicité leur reconnaissance, l'ayant plutôt sollicitée des faits eux-mêmes — c'est-à-dire du gouvernement russe, qui a libéré la majeure partie de la Hongrie, et qui est sur le point de la libérer tout entière dans les jours qui viennent. Quelle pourrait donc être la position des deux grands Alliés à l'égard de ce nouveau gouvernement ? Et quelle pourrait être, de même, la position des conservateurs hongrois à l'égard de ce même nouveau gouvernement ?

Ce qui rend ces problèmes plus graves et plus complexes encore, c'est que certains des peuples libérés — ou, pour être précis, la France en particulier — sont parvenus à résoudre magnifiquement leurs propres

problèmes intérieurs, et à satisfaire, dans une très large mesure, sinon entièrement, le peuple qui a consenti les sacrifices qu'il a consentis pour la liberté et l'indépendance. Le gouvernement provisoire français a rendu à la France son rang parmi les grandes puissances, réussi pleinement sa politique étrangère, et prend désormais, vers une démocratie véritable dans sa politique intérieure, des mesures décisives, résolues et fermes, sans hésitation ni désordre.

Les industries deviennent nationales, les ouvriers obtiennent une voix réelle dans leur gestion, les traitements des petits fonctionnaires sont quadruplés, ceux des hauts fonctionnaires doublés, et les tribunaux de première instance se contentent d'un seul juge par chambre, afin de renforcer les cours criminelles, et de hâter le jugement de ceux qui ont trahi la patrie — acquittant ceux contre qui cette trahison ne peut être prouvée, et les rendant, honorés, à la patrie, pour qu'ils y travaillent et y produisent de nouveau.

Le Conseil des ministres français s'est réuni hier, et a décidé, entre autres choses, de rendre entièrement gratuit tout l'enseignement secondaire en France, afin que tous les jeunes Français puissent y accéder, si leurs propres aptitudes le leur permettent. Tout cela signifie que la France retourne à sa propre et ancienne tradition démocratique — et ne se contente pas d'y retourner, mais veut aussi rattraper ce qui a été perdu, et compenser ce que le gouvernement du maréchal Pétain a gaspillé, élargissant ainsi ses propres mesures dans des proportions considérables. Les autres peuples libérés observent tout cela avec admiration, et veulent, aujourd'hui comme hier, suivre l'exemple de la France — mais ils se heurtent aux obstacles que leur dressent les gouvernements en exil, ou les éléments conservateurs, ou les circonstances mêmes de la guerre. Faut-il donc s'étonner que les peuples libérés brûlent du désir de voir leur propre liberté devenir un fait aussi réel que l'est déjà la liberté française ? Croyez-vous que ces problèmes, dont nous n'avons touché que les bords, soient assez graves pour exiger que les trois chefs se réunissent, dans l'espoir d'y trouver une solution ?!

Et croyez-vous, alors, que j'exagérerais lorsque je disais, au début de ce texte, que la conscience européenne est troublée par ces problèmes, et que la conscience mondiale le sera à son tour, si les hommes d'État ne parviennent pas à leur trouver une solution ?